

6

Mutation du capitalisme et échec du socialisme

Gérard Duménil et Dominique Lévy

INTRODUCTION

L'histoire ne s'arrête jamais. Depuis ses origines le capitalisme n'a cessé d'évoluer passant par diverses phases, étapes ou stades. Même s'il est parfois difficile de s'accorder sur les contours de cette périodisation, l'idée d'une transformation permanente est généralement admise. Les divers courants de pensée en font un usage distinct. Ceux qui veulent justifier l'ordre capitaliste dominant souligneront les progrès réalisés, concédant certains défauts du capitalisme de la révolution industrielle, afin de mieux faire ressortir les progrès accomplis en matière de niveau de vie et de protection sociale. Ceux que motive la critique de cet ordre capitaliste mettront l'accent sur l'accumulation et le renforcement de certains dysfonctionnements et de contradictions immanentes. Ne venons-nous pas de connaître dans les pays capitalistes développés plusieurs décennies de chômage et d'exclusion ? En voyons-nous le terme ? Comment nier l'accroissement des inégalités sur les plans domestique et international ? Les équilibres écologiques ne sont-ils pas définitivement compromis ? Mais on peut faire également une autre utilisation critique de l'idée de transformation du capitalisme, celle qui décèle, au cœur de cette évolution, une mutation des rapports de production, préfigurant un éventuel *dépassement* du mode de production capitaliste.

Ces deux approches critiques, celle des contradictions et celle du dépassement, ne sont pas incompatibles. Elles renouent avec la problématique que Marx avait élaborée il y a un siècle et demi. La forme première, et brute en

quelque sorte, s'en trouvait dans *Le Manifeste* de 1848. D'une part, le capitalisme provoquait des crises qui ne devaient aller qu'en s'accroissant, et poussait les masses travailleuses à la misère. Il engendrait, d'autre part, un développement sans précédent des forces productives et une socialisation toujours accrue de la production et des échanges (dans de grandes entreprises et à travers le marché mondial), préfigurant ainsi une société post-capitaliste : le socialisme, une société sans classes où la production serait socialement coordonnée et maîtrisée.

Ce point de vue de la *mutation* du capitalisme est au centre de cette étude, et renoue donc avec la problématique de Marx et d'Engels. Il la révisé cependant sur un point central : le mouvement du capitalisme ne le conduit pas directement vers le socialisme, mais vers une nouvelle société de classe postérieure au capitalisme, dont la classe dominante serait celle des *cadres*. Et c'est pourquoi nous la nommons *cadrisme*. L'idée est ancienne, aussi vieille que celle de socialisme, et a revêtu diverses formes, qu'on ne tentera pas de décrire ici.

Le cadrisme est le siège de l'extraction d'un surtravail sur les classes dominées. Le caractère collectif de cette exploitation est encore plus marqué que dans le capitalisme. La production et le changement technique sont fortement socialisés, planifiés, combinant organisation *ex ante* et ajustement *ex post*, faisant disparaître ce qu'il est convenu d'appeler l'anarchie capitaliste. Les contradictions internes de ce mode de production sont différentes de celles du capitalisme. On peut imaginer de nombreuses variantes du cadrisme. Comme le capitalisme, ce mode de production est compatible avec un large éventail de régimes politiques.

Ce qui va nous intéresser est en fait moins la description de ce nouveau mode de production que celle de l'hybridité des rapports de production prévalant dans nos sociétés, pour une part *capitalistes*, pour une autre *cadristes*. Nous parlons donc de *capito-cadrisme* pour désigner cette formation sociale, l'ordre des termes soulignant le caractère encore dominant de l'aspect capitaliste. Mutation du capitalisme signifie donc pour nous, mutation des rapports de production à l'intérieur du capitalisme, et seulement préfiguration d'un au-delà du capitalisme. Le fonctionnement de nos sociétés et de nos économies est donc double, soumis à une double logique. Il en va de même de leur structure de classe, ainsi que des pouvoirs qui s'exercent à travers les appareils d'État.

Ce cadre analytique conditionne, en premier lieu, notre compréhension des processus économiques, sociaux et politiques des sociétés capitalistes développées. Ce n'est qu'à un survol de ces évolutions qu'on se prépare dans ce qui suit, privilégiant l'exemple de la société américaine depuis un siècle. En second lieu, cette relecture de l'histoire des principaux pays capitalistes fournit, à notre avis, les clefs de l'intelligence de l'expérience et des échecs des pays

socialistes. Nous y voyons une forme particulière de cadrisme, un cadrisme centralisé et autoritaire, ou plutôt, une tentative radicale d'ouvrir un tel raccourci historique. S'il est vrai qu'il n'était pas possible de s'affranchir immédiatement et totalement de modalités de fonctionnement capitalistes dans ces pays, nous n'y reconnaissons pas de simples variantes du capitalisme, d'un capitalisme opérant dans un cadre institutionnel distinct. Pourquoi un tel choix ? C'est sans doute parce que nous plaçons au centre de notre problématique la notion de mutation des rapports de production et des structures de classe – et plus précisément, la relation entre ces deux transformations qui se font mutuellement écho. Un cadrisme n'est pas un capitalisme sans capitalistes ; une nouvelle classe dominante de cadres définit un au-delà du capitalisme.

La démarche de cette étude est directement finalisée vers cette démonstration :

(1) La première partie est consacrée à la notion de rapports de production capito-cadristes, aux classes de cette formation sociale et à la domination capitaliste. Nous en avons brièvement esquissé le contenu.

(2) Dans cette formation sociale hybride, tout est en mouvement. On peut cependant identifier un certain nombre de points cruciaux, des lieux de tension, où la nature des rapports de production a constitué historiquement un enjeu fondamental. Ils firent l'objet de constants compromis, au gré des crises et des luttes. C'est là l'objet de la seconde partie. Nous en envisagerons trois principaux : (1) le contrôle de la monnaie et du crédit, dont la finance privée revendique le monopole ; (2) le droit au travail et la protection sociale, qui marquent les frontières de la condition salariale ; (3) la propriété des moyens de production. Il va de soi que l'État, son rapport aux propriétaires capitalistes et aux autres classes, est au cœur de ces discussions. Les enjeux contemporains sont énormes : l'histoire s'arrête-t-elle avec la réaffirmation de certains pouvoirs des propriétaires capitalistes dans la société néolibérale ?

(3) L'expérience des pays socialistes fait l'objet de la dernière partie. Qu'entendons-nous par *voie radicale et autoritaire vers une société cadriste* ? La complexité de cette question est créée dans une large mesure par la diversité potentielle des sociétés cadristes dont de multiples formes sont concevables. Pourquoi la voie stalinienne, pourquoi l'échec des réformes ? Toute voie non capitaliste est-elle condamnée par avance ? On notera qu'en parlant de *cadrisme* et déjà de *capito-cadrisme*, nous répondons par la négative.

LE CAPITALO-CADRISME SOUS LA DOMINATION DU CAPITAL

À la transition des XIX^e et XX^e siècles, s'opéra une métamorphose profonde des rapports de production capitalistes. Elle revêtit de multiples aspects et ne prend tout son sens que replacée au cœur d'un ensemble de transformations

institutionnelles. Tous ces changements n'ont cependant pas la même signification, la même portée historique ; ils n'affectèrent pas tous de manière équivalente la nature du mode de production. L'expression *rappports de production* sert à désigner les plus fondamentaux de ces changements institutionnels. Ils firent écho à une transformation de la *structure de classe*. On va considérer ces deux éléments successivement. D'autres changements intervinrent par la suite au cours du XX^e siècle, prolongeant les précédents. Ils concernent l'État et les cadres du secteur public, la finance et ses cadres, etc. On en traitera à la partie 2.

Les rapports de production

La *séparation de la propriété et de la gestion* constitue un premier aspect essentiel. À la figure traditionnelle du propriétaire capitaliste qui avance les fonds nécessaires à son entreprise et en contrôle le fonctionnement, c'est-à-dire la gère, s'est substituée la grande entreprise moderne. La propriété est désormais concentrée entre les mains de la finance, actionnaires et prêteurs, individuels et institutionnels. Ces institutions s'imbriquent les unes dans les autres de manière complexe ; les institutions en cachent toujours d'autres, et les individus se cachent derrière les institutions. Dans l'entreprise, la gestion – à laquelle nous donnons toujours un sens très large – est le fait de vastes états-majors de cadres et d'employés. Toutes les fonctions de l'ancien capitaliste actif, selon la terminologie de Marx, leur ont été transférées : d'un côté la propriété du capital, de l'autre l'exécution de toutes les tâches que requiert sa mise en valeur et ses changements de formes¹.

Un deuxième aspect non moins significatif de la transformation des rapports de production a trait au travail productif, à la relation des travailleurs à leur objet et à leur moyen de travail. Du fait de la nouvelle organisation des entreprises, et en particulier de celle de l'atelier, le processus de *dépossession des travailleurs de leur savoir-faire*, déjà initié dans la grande industrie au siècle dernier, a connu un nouveau développement. Le travail est de plus en plus préparé, encadré, par les cadres et employés. Selon l'expression consacrée, le travailleur devient un *appendice* de la machine.

Ces transformations ne sont pas nouvelles ; Marx les avait déjà entrevues en observant le capitalisme anglais du XIX^e siècle (encadré 1). Elles atteignirent au début du siècle un nouveau degré de maturation, affectant profondément les règles de fonctionnement du capitalisme.

1. La distinction entre les tâches des cadres et employés d'une part, et celles des travailleurs d'autre part, entretient certains rapports avec celle entre travail improductif et travail productif, mais non rigoureusement (Duménil, 1975 ; Duménil, Lévy, 1994).

La structure de classe

Ces modifications des rapports de production sont inséparables de l'émergence d'une nouvelle structure de classe. Dans la grande périodisation de l'histoire des sociétés humaines en modes de production que Marx avait proposée, l'évolution des rapports de production se doublait de celle des contradictions de classe et de la succession des classes dominantes qui donnaient leur nom aux modes de production dans le féodalisme et le capitalisme.

1. Marx et les transformations du capitalisme

Au livre III du *Capital*, Marx donnait déjà une description de la séparation de la propriété et de la gestion :

[...] le simple directeur qui n'est à aucun titre possesseur du capital, ni comme emprunteur, ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital actif en tant que tel ; il s'ensuit que seul le fonctionnaire [celui qui exécute les fonctions] demeure, le capitaliste disparaît du procès de production comme superflu. (Marx, 1967b, Ch. XXIII, pp. 52-53)

Cette analyse fait mention d'un cadre, très supérieur, véritable substitut du capitaliste actif. Dans d'autres textes, Marx caractérise des salariés peu élevés dans la hiérarchie, comme des travailleurs *improductifs*. C'est le cas, par exemple, des employés de commerce ou des comptables.

La relation à la finance était également clairement posée :

[...] le simple propriétaire de capital, le capitaliste financier, s'oppose au capitaliste actif et le capital financier lui-même, avec l'extension du crédit, revêt un caractère social concentré dans les banques qui lui prêtent désormais aux lieu et place de ses propriétaires immédiats. (Marx, 1967b, ch. XXIII, p. 52)

Le second aspect de la transformation des rapports de production, la dépossession des travailleurs de leur savoir-faire, était aussi signalée. *Le Capital* est tout à fait explicite sur ce thème¹.

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan et l'artisan indépendants déploient, sur une petite échelle, [...] ne sont désormais requises que pour l'ensemble de l'atelier. Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. [...] Cette scission commence à poindre dans la coopération simple, où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif ; elle se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même ; elle s'achève enfin dans la grande industrie, qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital. (Marx, 1967a, p. 50)

Bien que Marx ne fasse pas référence au cadre, à l'ingénieur, dans cet extrait, il décrit très clairement les modalités de classe de cette irruption du savoir, de la science, dans la production, qu'il situe « dans le capital » ou « au service du capital ».

1. Le *Manifeste* signalait déjà clairement cette séparation liée au machinisme et à l'organisation militaire de l'atelier (Marx, Engels, 1963, pp. 168-169).

À chaque système de rapports de production correspondait une structure de classe. Il en va de même des rapports cadristes émergeant au sein du capitalisme comme les rapports capitalistes étaient sortis des replis des sociétés féodales, modes de production dans le féodalisme et le capitalisme. À chaque système de rapports de production correspondait une structure de classe.

Il en va de même des rapports cadristes émergeant au sein du capitalisme comme les rapports capitalistes étaient sortis des replis des sociétés féodales. La

répartition des rôles dans le capitalisme contemporain n'est pas purement technique. La concentration des tâches d'organisation impliquant un degré élevé d'initiative dans une fraction spécifique du salariat procède peut-être d'une recherche d'efficacité, mais elle traduit aussi la volonté de la classe capitaliste de conserver, quoique indirectement, le contrôle des moyens de production, dans l'entreprise et à l'échelle de la société tout entière. C'est également le cas de la division des tâches au sein des personnels exécutant des tâches de gestion. Le corps des cadres et employés forme une vaste pyramide structurée selon un mode hiérarchique bien déterminé. Les tâches d'initiative sont concentrées entre les mains des cadres et les tâches d'exécution dans celles des employés. À l'aspect capitaliste des rapports de production, fait écho la contradiction traditionnelle entre capitalistes et prolétaires ; aux nouveaux rapports cadristes correspond l'opposition entre les cadres (techniques, commerciaux, financiers, administratifs...) et les encadrés – ce par quoi nous entendons les ouvriers et les employés.

La structure de classe des sociétés capitalistes contemporaines combine donc deux contradictions, l'ancienne proprement capitaliste et la nouvelle proprement cadriste. Une grande partie de la complexité de cette structure de classe découle de cette dualité. Bien que salariés, les cadres sont proches de la propriété capitaliste puisqu'ils sont, dans le capito-cadrisme, les agents de la maximisation du taux de profit, et cela d'autant plus qu'ils sont haut placés dans la hiérarchie. Il existe même dans le capito-cadrisme une sorte d'*interface* entre la propriété et la gestion, où des propriétaires encore gestionnaires conjuguent leurs efforts à ceux de cadres salariés secondairement propriétaires (c'est-à-dire détenteurs d'actions qui les intéressent aux profits de l'entreprise). La position de classe des employés est également marquée de certaines ambiguïtés. Leur participation à des tâches commerciales ou de gestion, qui en fait des travailleurs improductifs selon la terminologie marxiste, crée entre eux et les producteurs directs une certaine distance (celle que souligne l'opposition entre employés et ouvriers). Leur subordination aux cadres dans le nouveau rapport cadriste, que manifestent leur faible rémunération et leur statut dans l'entreprise, les réunit cependant aux ouvriers au sein de ce que nous nommons les *encadrés*.

Les cadres et employés sont également présents dans les appareils d'État, ou les institutions para-étatiques, hors de l'entreprise. Tous les états se sont ainsi appuyés sur des bureaucraties, avant le capitalisme ; et dans le capitalisme, avant le capito-cadrisme². Ces cadres et employés du secteur public sont les cousins de ceux du privé, partageant de nombreux éléments de leur position de classe, mais cependant différents à certains points de vue. Cette parenté est encore plus forte dans le capito-cadrisme. Beaucoup des salariés du secteur public sont impliqués directement ou indirectement dans les processus

2. Marx appelait bureaucratie, le corps de tous les salariés de l'État, à l'exception des militaires.

économiques, soit comme gestionnaires de l'économique ou du social en marge de la production, soit comme formateurs.

Cette analyse fait grand cas de ce qu'il est convenu d'appeler les *nouvelles couches moyennes*, qui viennent s'ajouter à la petite bourgeoisie traditionnelle, mais elle fait voler le concept en éclat. Elle s'oppose à deux visions que nous jugeons erronées :

(1) Un premier point de vue est celui du continuum, exprimant la disparition des classes sociales. La superposition des deux contradictions de classe – capitalistes et prolétaires, et cadres et encadrés – interdit une vision binaire simple et donne, en effet, l'impression d'une sorte de continuum, de hiérarchie non structurée, dont se réclament tous ceux qui nient le caractère de classe de nos sociétés.

(2) Un second point de vue s'en tient strictement à l'opposition entre capitalistes et prolétaires. Ce n'est pas parce que Marx et Engels signalaient dans *Le Manifeste* une progressive simplification de la structure de classe, qu'il faut ignorer le développement de ces nouveaux groupes. Comme l'existence des cadres et des employés, et la spécificité de leurs positions sociales par rapport aux ouvriers, crèvent les yeux, les tenants de cette conception *rabattent*, pour ainsi dire, ces distinctions à l'intérieur de la contradiction fondamentale du capitalisme entre bourgeois et prolétaires, dans des catégories telles que *nouvelle petite bourgeoisie* ou *salariat bourgeois*.

TROIS LIEUX DE TENSION

La notion de l'hybridité des rapports de production est cruciale dans la compréhension des sociétés capitalistes contemporaines. Mais cette hybridité est l'expression d'une transformation, d'un mouvement. On peut l'examiner à un moment déterminé du temps, mais ce n'est pas une chose au repos. On va tenter de localiser, dans cette partie, quelques points du système social où se joue cette métamorphose (section 2) : dans quels types de phénomènes peut-on observer les avancées et les reculs des logiques de fonctionnement cadriste et capitaliste dans les sociétés modernes ? L'État occupe une position centrale dans cette analyse, et quelques précisions s'imposent préalablement à ce propos (section 1).

Domination de classe et pouvoir d'État

Si bien des choses ont changé dans l'histoire du capitalisme depuis le XIX^e siècle, l'État est toujours l'expression du pouvoir des classes dominantes sur les classes dominées. Il en va de la société capito-cadriste comme de toutes les

autres sociétés de classe. Cette nature fondamentale du pouvoir étatique est en partie dissimulée par deux types de phénomènes qui ont trait à ce qu'il est convenu d'appeler la démocratie. D'une part, les classes dirigeantes sont composées de diverses fractions dont les rapports combinent, dans l'exercice de leur domination, coopération et conflit. D'autre part, les conquêtes du mouvement populaire ont imposé, au terme d'un long processus, certaines règles démocratiques, notamment le suffrage universel, ce qui implique certains modes d'exercice du pouvoir d'État. Sans entrer dans de longs développements, on peut faire les remarques suivantes :

(1) D'abord, la question de la fragmentation des classes dirigeantes. Dans son analyse de la structure des classes dirigeantes au XIX^e siècle, Marx distinguait l'aristocratie terrienne (vivant d'une rente foncière bourgeoise), les industriels et les financiers. Dans chaque régime, ces différentes fractions coopéraient selon des modes plus ou moins égalitaires ou hiérarchiques. Dans certains cas, on pouvait parler de domination d'une fraction, comme l'aristocratie financière sous la Monarchie de Juillet. Dans cette configuration typique, il s'agissait de diverses fractions de la classe dominante, la bourgeoisie, mais il peut en être autrement. Sous l'ancien régime, la classe bourgeoise naissante et la classe féodale rivalisaient dans l'exercice du pouvoir. Le pouvoir royal fort occupait l'espace créé par cette difficile cohabitation. Ces deux classes dominantes appartenaient à des modes de production différents et consécutifs. Il en va de même dans la société capito-cadriste où cadres et capitalistes se partagent la domination de classe. Au sein de chacun de ces groupes, on trouve à nouveau des fractions : par exemple, les capitalistes de la finance et des entreprises industrielles (ou des grandes entreprises et des PME), ou les cadres du secteur privé et ceux du secteur public. Dans les démocraties occidentales, ce partage du pouvoir donne leur forme aux institutions politiques et judiciaires, autorisant un degré certain d'expression des intérêts divergents. Quelle que soit la forme des institutions politiques, ou le degré de prééminence d'une fraction des classes dominantes, l'État est celui des classes dominantes ; la domination d'une fraction au sein de ces classes n'est pas de la même nature que celle qui s'exprime vis-à-vis des classes dominées.

(2) Ensuite, la question des rapports entre classes dominantes et dominées, et celle du suffrage universel. Cette conquête populaire justifie deux caractères majeurs des démocraties modernes. En premier lieu, dans un fonctionnement qu'on peut qualifier de normal des institutions politiques, les tensions entre classes dominantes et dominées sont réglées par un dosage subtil de *domination idéologique*, de *répression* et de *compromis*. Le coût en est considérable pour les classes dominantes, tant en termes d'entretien des appareils d'État, de traitement social des dysfonctionnements du capitalisme, que de concessions pures et simples. Le dernier aspect, celui du compromis imposé par la volonté populaire, est un facteur de progrès. Ce fonctionnement normal des institutions

politiques est toujours précaire, en ce sens que la simple menace de perte de contrôle de la situation par les classes dominantes, débouche sur la métamorphose des modes d'exercice du pouvoir. Il en existe tout un éventail ; la forme extrême en est le fascisme.

Qu'il s'agisse des différentes fractions des classes dominantes du système capitaliste considéré intrinsèquement, comme dans l'analyse que Marx donna du XIX^e siècle, ou de la cohabitation de classes caractéristiques de modes de production successifs, comme dans l'analyse de l'ancien régime, les enjeux de l'hégémonie d'un groupe ou d'une forme de partage du pouvoir, sont multiples : politiques ou économiques, temporaires ou durables. L'évolution des rapports de production occupe cependant une position fondamentale. Pour chaque fraction des classes dominantes, il s'agit de son propre devenir, du sort que l'histoire lui réserve. Tout lecteur des œuvres politiques de Marx est familier de ces analyses. Les propriétaires terriens se battirent, au-delà de la mascarade aristocratique, pour une rente foncière élevée et le maintien de la grande propriété, c'est-à-dire pour la préservation de leur statut en tant que fraction des classes dominantes, celui d'une fraction qui continue à compter face à la montée de la finance et de l'industrie. D'où leur penchant à la réaction. Lorsque la finance accède à l'hégémonie, elle se donne les moyens de faire évoluer la législation dans le sens de l'élargissement de son champ d'activité et de son emprise croissante sur l'économie en général (législation sur les sociétés, les banques, etc.). Il en va de même des industriels, dont les différentes fractions sont, à des titres divers, parties prenantes dans ces transformations. Cet enjeu relatif à l'évolution des rapports de production est encore plus évident dans le cas de la coexistence de deux classes dominantes réellement ou potentiellement caractéristiques de deux modes de production successifs. La classe bourgeoise de l'ancien régime était engagée dans la tâche historique, oh combien difficile, de faire reculer les entraves féodales à son développement. Comme en témoigne notamment toute l'histoire de la révolution française, elle dut, pour y parvenir, s'engager dans des jeux d'alliances et de compromis, qui dans l'élan d'émancipation qu'ils suscitèrent, menacèrent l'ordre bourgeois qu'ils avaient contribué à mettre au monde. C'est cette relation entre les luttes et les déplacements des rapports, non plus féodaux et capitalistes, mais capitalistes et cadristes, de nos sociétés qui va nous intéresser maintenant.

Libéralisme, keynésianisme et néolibéralisme

Au-delà des particularités liées à certains individus ou groupes, en tels ou tels lieux, à telles ou telles époques, les exemples principaux de ces successions de combinaisons de pouvoirs, dans les sociétés capitalistes développées, depuis

un siècle, sont les programmes *libéraux, keynésiens et néolibéraux*. Quelles en sont les relations aux structures de classe et à leurs transformations ?

L'analyse d'un siècle d'évolution du capitalisme nous a conduits à formuler la thèse suivante : *les grands enjeux de politique économique, en donnant à ce terme son sens le plus large, touchent encore au XX^e siècle à l'évolution des rapports de production – en l'occurrence à la défense de la domination capitaliste menacée, d'une part, par l'émergence des forces cadristes, et, d'autre part, par la poussée des revendications populaires*. Ces phénomènes concernent aussi bien la définition des rapports de production que le pouvoir relatif des fractions des classes dominantes. Très précisément, *il s'agit ici de l'impact des pouvoirs des classes dominantes sur l'évolution historique des rapports de production*. Il est facile de saisir, par exemple, que le pouvoir de la finance – qui incarne la propriété capitaliste – joue un rôle décisif dans la perpétuation de la logique capitaliste de fonctionnement de nos économies (notamment la maximisation du taux de profit et de la quote-part des propriétaires dans la plus-value sociale). Différentes pressions, certaines émanant de fractions des classes dominantes, certaines populaires, se sont combinées historiquement pour promouvoir ces évolutions, et on ne saurait dissocier ces forces sociales, comme nous l'enseigne l'exemple des grandes luttes des siècles précédents.

La finance et la création monétaire

Un premier enjeu est celui du contrôle de l'activité de la finance et de la création monétaire. Pour le comprendre, il faut en revenir à la séparation de la propriété et de la gestion et à la constitution de la finance moderne au tournant du siècle.

Ce que nous nommons la finance, qui cache une réalité de classe, domine évidemment ces phénomènes. Si l'on cherche la propriété capitaliste, c'est là qu'il faut regarder. La finance accumule, et possède à cette occasion le privilège de *créer* le capital dans son expression monétaire, par le crédit. Elle alloue le capital entre les différentes branches, commandant de la sorte l'accumulation du capital réel, le capital productif et le capital marchandise. Elle contrôle les gestionnaires, et veille en particulier à la préservation de l'objectif de maximisation du taux de profit et au transfert d'une fraction du profit vers les propriétaires. Cette position dominante de la finance devait survivre à la séparation de la propriété et de la gestion, et donc au développement des cadres et employés dans les entreprises. En simplifiant beaucoup les choses, on peut dire que cet objectif fut maintenu jusqu'à la crise de 1929. La finance assura simultanément son propre développement et son hégémonie incontestée sur les mécanismes financiers et monétaires, alors qu'elle accroissait sans cesse la

marge de manœuvre des cadres dans l'entreprise (qui selon les critères de la rentabilité faisaient merveille). Qu'une banque centrale existât ou non, la finance faisait régner sa loi sur cet empire financier.

La déroute du système financier pendant la crise des années trente suscita un recours désespéré à des formes d'organisation étatiques centralisées, l'ensemble des fractions des classes dominantes serrant les rangs dans cette phase où leur survie était menacée. Au total, et au-delà des hésitations et incertitudes liées à l'urgence, la finance vit son pouvoir reculer, alors que les cadres du secteur public profitaient de leur capacité d'organiseurs. L'ensemble du dispositif semblait servir l'intérêt général, c'est-à-dire prendre le contrôle d'une situation catastrophique, sans remettre fondamentalement en question la nature des rapports de production. Mais l'équilibre des pouvoirs au sein des classes dominantes se déplaçait.

Aux États-Unis, l'économie fut organisée sous l'égide de l'État en divers groupes chargés de partager les marchés, de contrôler les prix et les salaires. Ce dispositif fut déclaré inconstitutionnel dès 1935, une fois passé le plus dur de la tourmente. L'État prit en charge les créances défectueuses. Les activités de la finance furent alors réglementées. Un système d'assurance des dépôts fut mis en place. Le rôle de la banque centrale fut renforcé. Sur le plan international, les institutions de *Bretton Woods* créèrent un dispositif de crédit centralisé (FMI, Banque Mondiale), et réglementèrent la fixation des taux de change et les mouvements des capitaux. Ces mesures firent l'objet d'une vive opposition de la part des grandes banques américaines revendiquant l'hégémonie sur la finance mondiale (Domhoff, 1990).

L'innovation majeure concernait cependant la politique économique. Alors que le système financier ne s'était véritablement préoccupé jusqu'alors que de la stabilité de ses propres institutions, une tâche de contrôle du niveau général d'activité et de l'emploi fut confiée à l'État, c'est-à-dire aux cadres de l'administration. Keynes qui en fut le principal protagoniste donna son nom à ce contrôle macroéconomique.

Du point de vue des rapports de production et des classes, il faut souligner la nature de *compromis* de ce cadre macroéconomique keynésien, dans ses dimensions domestique et internationale. Keynes reconnut l'efficacité capitaliste en ce qui concerne l'allocation du capital, la production, le commerce ou de la capacité à engendrer des progrès. Par contre, il mit vigoureusement en cause la capacité du capitalisme à assurer une pleine utilisation des ressources productives, capital et travail. Les mécanismes de marché étaient impropres, selon lui, à garantir ces équilibres. L'État devait prendre en main la tâche d'assurer cette pleine utilisation, en particulier celle du travail. Cela impliquait le contrôle de la création monétaire, et si besoin était, le recours aux dépenses publiques pour assurer un niveau suffisant de demande.

Cette vision du capitalisme, de ses forces et de ses faiblesses, faisait donc la part des choses, laissant à l'initiative privée (au capital) un ensemble de fonctions, mais limitant son emprise sur la création monétaire qui commande les grands équilibres de la demande. Comparé aux grandes visions réformistes de l'époque (Duménil, Lévy, 1997). Il s'agissait d'un *compromis* subtil, une sorte d'empiétement minimal sur les prérogatives du capital. Ce projet keynésien suscita cependant une très forte opposition dans les milieux conservateurs de la finance. Non seulement les privilèges de la finance s'en trouvaient restreints, mais de nouvelles fonctions étaient assignées à l'État. À l'ancienne exigence de stabilité des prix, appréciée en or dans le *Gold Standard* puis dans un indice après la seconde guerre mondiale, on ajoutait brutalement le plein emploi du travail et des capacités de production, ou même par extension des objectifs de croissance³. La maximisation du taux de profit et la protection du capital n'apparaissaient plus comme les seules finalités de la gestion sociale du système productif. On pouvait y voir une véritable révolution, et c'est bien ainsi qu'elle fut consacrée dans l'expression *révolution keynésienne*. L'emprise de la propriété capitaliste sur le fonctionnement du système se trouvait diminuée.

Quels intérêts servirent ce recul de la finance ? À qui ce changement était-il supposé profiter ? Au-delà de la survie du système dans la crise et à travers la crise⁴ il témoignait plus particulièrement d'une convergence d'intérêt entre : (1) les entreprises non financières, leurs propriétaires traditionnels pour le secteur ancien, et leurs cadres, et (2) les salariés en général. Il n'était plus question de laisser le système productif s'effondrer ; il fallait tempérer les fluctuations du niveau général d'activité ; il fallait favoriser délibérément la croissance ; simultanément, le plein emploi garantissait aux salariés l'accès au travail. Ce n'était pas le post-capitalisme, mais c'était un capitalisme réglé par d'autres règles, à un point de vue au moins. Ce nouveau cours des événements faisait planer une menace à long terme sur les prérogatives du capital, car il mettait en question la soumission directe des règles de fonctionnement sociales et

3. En 1946, le Congrès américain vota l'*Employment Act*, faisant du contrôle macroéconomique et, en particulier, de la lutte contre le chômage un devoir du gouvernement. Le deuxième article de la loi précise : « Le Congrès déclare par le présent acte comme politique et responsabilité permanentes du gouvernement fédéral [...] de promouvoir le maximum d'emploi, de production et de pouvoir d'achat. » (Council of Economic Advisers, 1946, p. 22). Cette intervention doit cependant être « calculée de façon à protéger et promouvoir l'entreprise libre et concurrentielle (*free competitive enterprise*) ». Le compromis qu'exprimait ce texte fut très difficile à établir. Son enjeu vis-à-vis du maintien des rapports de production fut quasi explicite dans les débats.

4. Il faudrait entrer dans une discussion plus fine des notions de recul de la finance et d'intérêts réels et apparents, ou immédiats et à long terme. Si la poursuite de la marche du capitalisme implique que certains contrôles soient imposés aux mécanismes financiers, ces réformes servent également, en dernière analyse, les intérêts de la finance. L'État assume dans de telles configurations historiques sa fonction de représentant des classes dominantes en général, de gestionnaire de ce *contrat social* qui lie les classes dominantes dans leur exercice conjoint du pouvoir.

économiques aux intérêts trop exclusifs de la finance, c'est-à-dire des propriétaires. Les détenteurs de capitaux ne s'y trompèrent d'ailleurs pas. Jamais cette avancée ne fut complète, ne fut acceptée sans réticences et contre-offensives. Dans le champ de la théorie, le vieux paradigme néoclassique ou son frère monétariste ne cédèrent jamais pleinement la place au paradigme keynésien.

La condition salariale

On le voit, ce keynésianisme, au sens strict, possédait les caractères d'un compromis entre les diverses fractions des classes dirigeantes d'une part, et les classes dominées d'autre part. Mais la nature des rapports de production capitalistes fut simultanément soumise à d'autres pressions. On entre là dans le champ de ce qui est encore souvent nommé keynésianisme, mais dans un sens étendu, qui va bien au-delà de Keynes lui-même. Dès avant la dépression des années trente, le taux de croissance du salaire réel s'était accru. Entre le début du siècle et la première guerre mondiale, période connue aux États-Unis comme la *Progressive Era*, la progression menaçante du mouvement ouvrier, combinée à une répression sans pitié des éléments les plus radicaux, avait abouti à une sorte de compromis, où se mêlaient la reconnaissance des syndicats et la constitution de systèmes de protection (concernant les accidents du travail, la maladie et la retraite). Il s'agissait certes d'avancées encore timides, mais cependant significatives. Dans des pays où la vigueur du mouvement populaire était peut-être plus forte et moins bien contrôlée, la condition du salariat se trouva profondément modifiée, dès avant la seconde guerre mondiale et surtout après.

La même convergence que celle concernant l'activité macroéconomique se fit jour, entre : (1) les cadres qui affirmaient leur autonomie dans les entreprises et dans les administrations (et eux-mêmes bénéficiaires du système) et (2) les autres salariés. Dans les années soixante, même aux États-Unis, se développa l'idée, lancée au début du siècle, d'un capitalisme utopique débarrassé des crises et de la misère, ou même d'un au-delà du capitalisme (Galbraith, 1969). Il faut reconnaître que la double avancée concernant la réglementation des activités de la finance et le contrôle de la macroéconomie d'une part, et la modération de la rigueur de la condition du salarié d'autre part, modifiaient sensiblement le fonctionnement du système. La composante cadriste organisationnelle prenait graduellement le dessus, dans une configuration progressiste requise par l'appui qu'elle prenait sur les luttes populaires.

La propriété et le contrôle des moyens de production

À cela vint s'ajouter un troisième élément concernant directement la propriété du capital et le contrôle de l'usage qu'en faisaient les gestionnaires. Dans tous les pays, les cadres des entreprises acquièrent une autonomie accrue vis-à-vis de la finance dans la conduite des affaires, en particulier dans les décisions concernant l'allocation du capital, y compris dans le tissage de réseaux d'interconnexion financière entre firmes. La forme la plus virulente de ces attaques, dont le caractère anticapitaliste était le plus évident, fut celle des nationalisations, champ d'expérimentation d'un cadrisme à la fois local, celui des gestionnaires des entreprises, et central, celui des agents de l'État chargés de la supervision des sociétés nationales. Mais nombre de formes intermédiaires virent le jour, combinant divers modes d'intervention étatique, subventions, commandes, politiques industrielles, etc. Toutes ces expériences européennes ou asiatiques (également caractéristiques de certains pays du tiers-monde) constituaient des empiétements directs sur les prérogatives de la propriété capitaliste. Prolongeant les transformations précédentes, elles justifiaient l'expression *économie mixte*. On entendait par là des économies encore fondamentalement capitalistes, contenant des éléments de socialisme (dans le sens courant du terme, c'est-à-dire de propriété étatique, qui renvoyait aux pays socialistes).

Ces trois exemples d'érosion des rapports capitalistes au profit de logiques organisationnelles cadristes ne prétendent pas rendre compte de l'ensemble des transformations des pays capitalistes depuis un siècle. Elles montrent toutes les trois que les barrières qui séparent les deux types de rapports de production n'ont pas cessé de se déplacer historiquement, remettant régulièrement en question la logique capitaliste originelle. Il ne suffit donc pas de caractériser nos sociétés par leur hybridité, appréhendée comme une propriété statique. C'est d'une transition capito-cadrisme qu'il s'agit ici, marquée par des avancées et des reculs, où le rapport capitaliste est souvent attaqué de biais, mais néanmoins directement en question.

La crise des années soixante-dix et la nouvelle hégémonie de la finance dans le néolibéralisme

C'est la crise commencée dans les années soixante-dix qui déstabilisa ce nouveau cours du capitalisme. Tant au plan de la théorie économique et des outils, qu'à celui des équilibres politiques, le compromis keynésien ne put faire face à la crise structurelle. Le changement technique retrouva dès les années soixante ses anciens caractères à la Marx, les progrès de la productivité du travail nécessitant de lourds investissements en capital fixe. Le taux de

croissance de la productivité du travail s'en trouva considérablement réduit ; la productivité du capital entra dans une phase de diminution.

La finance n'avait jamais renoncé à la lutte et renforçait sa position sur le plan international. Elle avait constitué progressivement, surtout depuis les années soixante, un vaste système bancaire international (celui des eurodollars), échappant au contrôle des banques centrales et étroitement lié au développement des multinationales. L'échec des remèdes keynésiens traditionnels et l'emballement de l'inflation permirent la remontée politique soudaine de la finance alors que l'ancien compromis se dissolvait. Le mouvement ouvrier, loin d'être renforcé par le chômage, s'en trouva affaibli, alors même que l'échec des pays socialistes exerçait un effet démobilisateur.

L'hégémonie de la finance dans le néolibéralisme est un fait majeur, dont les conséquences furent dramatiques et le sont encore. Tous les éléments du compromis keynésien firent l'objet d'attaques en règle et furent souvent affectés en profondeur :

(1) Le contrôle de la situation macroéconomique retourna à la finance et à ses objectifs sacrés, la stabilité des prix et des institutions financières. Le cadre institutionnel keynésien, qui avait conquis une grande efficacité technique, ne fut pas détruit. Ce sont les objectifs des banques centrales qui firent l'objet d'une redéfinition, non leur existence. La libre mobilité des capitaux fut largement reconquise dans le nouveau système monétaire international substitué à celui de *Bretton Woods*. Les cours des changes fluctuent désormais largement (mais ni partout ni constamment, comme on le sait), et les capitaux ne sont pas soumis à des contrôles, même dans les phases de crises, comme dans le système antérieur.

(2) Une offensive magistrale fut menée contre les syndicats et les systèmes de protection. La finance ne s'oppose pas aux systèmes de retraites ou aux assurances maladie ; elle veut les faire rentrer dans le giron du capital, c'est-à-dire les faire prendre en charge par des institutions financières privées. On peut deviner les masses de profits potentiels que représentent ces nouveaux champs d'investissement. À la solidarité salariale, la finance tente de substituer des systèmes intrinsèquement liés aux marchés financiers (tout salarié préparant sa retraite ou tout parent désireux d'assurer les études de ses enfants devenant ainsi un prétendu capitaliste). Le contrôle social que le compromis keynésien avait assuré, il lui faut l'obtenir par d'autres moyens.

(3) De nombreuses sociétés nationales furent privatisées. La politique industrielle régressa sensiblement. Le contrôle de la finance sur les gestionnaires des entreprises se renforça considérablement. Le gestionnaire doit œuvrer dans l'intérêt exclusif de l'actionnaire. Les fonds doivent sortir de l'entreprise et emprunter les circuits des marchés financiers.

Cette remontée du pouvoir de la finance ne ramène pas le capitalisme à ses modes de fonctionnement du XIX^e siècle. Elle s'opère à l'intérieur des structures cadristes déjà acquises et qui continuent à aller de l'avant :

(1) Le retour de la finance à ses objectifs macroéconomiques traditionnels, ne fait pas disparaître les exigences du maintien de la stabilité. La finance ne peut s'autoriser une pleine autonomie de mouvement et de fonctionnement, tout en préservant la stabilité des institutions monétaires. Une grande partie des réglementations héritées de la crise de 1929 furent levées, mais de nouvelles règles sont en cours de définition.

(2) Les systèmes de protection sociale néolibéraux privés n'en constituaient pas moins de vastes institutions cadristes.

(3) Le contrôle qu'opère la finance sur l'activité des entreprises implique le recours à de vastes états-majors de cadres et d'employés. Ils collectent les informations, les traitent, et prennent les décisions. En réaffirmant la subordination des cadres du système productif au capital, la finance développe elle-même, et paradoxalement, ces institutions cadristes qui supervisent les entreprises. Elle construit donc un second étage de la cadrification, que la révolution managériale avait sans doute négligé.

L'OPTION CADRISTE EN RUSSIE

Comment situer l'expérience des pays socialistes dans le cadre théorique que nous avons tracé ? Cette discussion renvoie en fait à trois types de sociétés – capitaliste, cadriste et sans classes – auxquelles il convient d'ajouter diverses configurations intermédiaires comme le capito-cadrisme. Notre thèse fondamentale est qu'il faut voir dans l'expérience des pays socialistes *une tentative radicale d'accéder à une société cadriste*. Il s'agit là d'une caractérisation de l'aspect principal de cette expérience, qui de manière secondaire – soit de fait, soit dans les intentions – procède également d'autres logiques.

Les tous premiers choix des bolcheviques se portèrent vers l'organisation cadriste du capito-cadrisme avancé (section 1). Cela ne suffit pas cependant à caractériser la voie suivie, car un grand nombre de variantes d'une telle société pouvaient se mettre en place. On envisagera d'abord les trajectoires qui auraient pu être suivie en partant d'une économie telle que l'économie de guerre allemande, déjà très organisée (section 1) ; puis on discutera brièvement la trajectoire effectivement suivie par l'URSS (section 2). Deux interprétations majeures de ces évolutions ont été proposées, celle qui voit dans l'URSS un État ouvrier dégénéré, et celle qui lui prête les caractéristiques d'un capitalisme

d'État (section 3). La dernière section émet quelques hypothèses concernant les traits spécifiques d'une société cadriste par rapport au capitalisme.

Le choix fondateur

L'option cadriste dans la construction du socialisme en Russie fut sans équivoque, faisant l'objet d'un très large consensus. Les avancées les plus spectaculaires de la technique, liées à l'organisation cadriste du travail, devaient être importées. Lénine formula cette thèse sans détours (encadré 2). Sur un plan plus général, la révolution managériale américaine, liant la finance et les cadres, exerça une véritable fascination sur les responsables bolcheviques (comme en témoignent les propos de Trotski également relatés dans l'encadré 2). L'économie russe tout entière était décrite comme un gigantesque trust, susceptible d'une organisation centralisée sophistiquée.

2. Lénine et Trotski face à la technique et l'organisation du capito-cadriste

Lénine laissa planer peu d'ambiguïté concernant la nécessité d'emprunter la technique cadriste :

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne [...]. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre au moins cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux. (Lénine, 1976, p. 355)

Ces jugements renvoyaient directement à l'organisation de l'atelier, mais l'organisation cadriste avait une autre portée potentielle, comme le rappelle Trotski dans le jugement suivant :

Nous n'avons pas inventé la planification. C'est dans son principe, la même méthode qu'utilisent Morgan et son état-major (mieux que nous) pour gérer son trust, à savoir : prévision, coordination, direction. La différence (et elle est de taille) réside dans le fait que nous devons appliquer la méthode du plan à notre trust des trusts qu'est la Russie tout entière. (Trotski, 1975, p. 62)

Comment adopter la technique la plus avancée des pays capitalistes, ses formes d'organisation, sans en emprunter les rapports de production ? Les choix opérés dans ces deux domaines plaçaient le pouvoir entre les mains des cadres : (1) dans l'atelier et l'entreprise, leur fonction était la même que dans le capito-cadriste ; (2) du point de vue des processus globaux de coordination, ils

prenaient le contrôle de l'ensemble des tâches encore assurées par la finance dans le capito-cadrisme.

En s'engageant sur cette voie, on était loin de la réappropriation du procès de travail par les travailleurs, dont avaient rêvé les théoriciens du socialisme et le mouvement ouvrier, et qu'avait tenté de mettre en œuvre la Commune de Paris. Les bolcheviques étaient tout à fait conscients de ce problème. Lénine présenta cette délégation de pouvoir comme une nécessité historique, transitoire, liée à la faible éducation des travailleurs. Il fallait prendre les spécialistes là où ils existaient⁵. Seule une « révolution culturelle », selon ses termes, permettrait de surmonter un jour ce déficit de *cadres prolétariens*, ce par quoi Lénine entendait des cadres issus du prolétariat. Mais la question ne pouvait être *réduite* à celle de l'origine sociale des responsables. Un encadrement issu du prolétariat demeure néanmoins un encadrement, et la situation du travailleur productif ne s'en trouve pas métamorphosée. Comment surmonter cette difficulté, si ce n'est par une transformation profonde et probablement très longue des relations de travail et de pouvoir ?

Cette ambiguïté était déjà sous-jacente, chez Marx, à la notion d'un premier stade dans le mouvement vers la société sans classes, où, selon l'expression consacrée, il serait donné à *chacun selon son travail* (son intensité, sa complexité, la formation qu'il requiert, son caractère plus ou moins intellectuel). La hiérarchie cadriste ne demandait qu'à s'engouffrer par cette brèche creusée dans la surface lisse du communisme. On le sait, la complexité des tâches suscite la supériorité du revenu et des positions inégales dans la production ; grâce aux avantages que procurent la culture et l'aisance matérielle, le savoir se transmet dans les familles ; le rapport entre la hiérarchie des compétences et celle du pouvoir tend à se rigidifier, d'une manière caractéristique des sociétés de classes ; la hiérarchie ouvre la voie à la domination de classe. Au total, le rapport entre le savoir et la domination est réciproque et ambigu. C'était le parti, le parti du prolétariat, qui devait être le garant du maintien du cap vers la société sans classes, dans ces tourbillons de courants divers. Mais l'exercice du gouvernement et de l'administration échappe-t-il aux dérives qu'on vient d'évoquer. Le parti en est-il exempt ? La réponse est évidemment négative.

5. « [...] et les ouvriers savent parfaitement que 99 % des organisateurs des grosses et des très grosses entreprises, trusts ou autres établissements, appartiennent à la classe capitaliste, de même que les meilleurs techniciens ; mais c'est eux précisément que nous, parti prolétarien, devons embaucher en tant que "dirigeants" du processus de travail et d'organisation de la production, car nous n'avons *personne* d'autre qui connaisse la question pratiquement, par expérience. » (Lénine, 1976, p. 365)

Une multiplicité de voies

Cette option ne déterminait pourtant pas une trajectoire unique. De multiples itinéraires et aboutissements étaient concevables sinon également vraisemblables. On va en évoquer trois. Le premier renvoie à une situation virtuelle, l'existence en Russie, avant la révolution, d'un capitalisme d'État avancé à l'allemande ; l'itinéraire qu'aurait permis un tel développement ne put évidemment être suivi, mais il fut perçu comme une référence constante. Le second est le chemin boukharinien de la NEP. Le troisième fut celui dans lequel Staline entraîna l'URSS.

Le cadrisme avancé que préparait le capitalisme d'État à l'allemande

Les responsables bolcheviques furent très fortement impressionnés par les avancées du capitalisme américain, mais ils le furent sans doute encore davantage par celles du capitalisme allemand, et tout particulièrement de l'économie de guerre (pendant la première guerre mondiale). Partant de Hilferding et de Lénine, Boukharine donna une caractérisation synthétique de ce stade le plus avancé du capitalisme. La symbiose opérée entre le capital financier et le capital industriel donnait un caractère collectif, organisé au capitalisme (encadré 3) ; l'État coiffait cette organisation dans le capitalisme d'État. C'est ce système social, qui pour Lénine comme pour toute la social-démocratie européenne, était l'antichambre du socialisme. Lénine aurait souhaité le prendre pour point de départ dans l'édification du socialisme en URSS⁶.

Ce capitalisme d'État, sans doute fortement idéalisé, possédait par rapport au capito-cadrisme américain l'avantage d'une formidable centralisation. Il s'agissait déjà d'une économie planifiée. Le processus de socialisation dans le capitalisme, dont Marx avait identifié les caractères, y atteignait un haut degré de développement : dans l'atelier, dans l'entreprise, dans l'économie en général. Le fruit était mûr ! À supposer que la révolution ait donné aux bolcheviques le contrôle d'un tel capitalisme d'État, en quoi l'édification du socialisme s'en serait-elle trouvée simplifiée ?

6. Lénine répondit de la manière suivante à ceux qui lui reprochaient de construire un capitalisme d'État : « Or, ils n'ont pas songé que le capitalisme d'État serait *un pas en avant* par rapport à l'état actuel des choses dans notre république des soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'État, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible. » (Lénine, 1976, p. 826)

3. Boukharine, le capitalisme financier et le capitalisme d'État

Boukharine analysa de manière assez claire les notions de capitalisme financier et de capitalisme d'État. Commençons par la première :

Les associations monopolistes d'entrepreneurs, les groupes d'entreprises et la pénétration du capital bancaire dans l'industrie ont créé un nouveau type de rapports de production, en transformant le système capitaliste en une organisation du capitalisme financier. Au lieu d'un lien organique unissant une entreprise à une autre par l'intermédiaire d'actes d'achat et de vente, se substitue de plus en plus un lien organisé grâce au « contrôle de paquets d'actions », à la « participation » et au « financement », qui trouvent leur expression dans la personne des « dirigeants » communs aux banques et à l'industrie, aux groupes (Konzerns) et aux trusts. De même le rapport d'échange qui exprimait la division sociale du travail et le clivage de l'organisation sociale de la production, est remplacé par la division technique du travail à l'intérieur de l'« économie nationale » organisée. [...] La limite mathématique de cette tendance est donnée par la transformation de toute l'« économie nationale » en un trust combiné, [...] où par conséquent la division sociale du travail s'est transformée en une division technique du travail [...]. (Boukharine, 1976, pp. 50 et 70)

Ce système avait aboli l'anarchie capitaliste : « Le capital financier a éliminé l'anarchie de la production à l'intérieur des grands pays capitalistes » (p. 50). Cette anarchie était plus forte que jamais, mais transposée sur le plan international : « Le système de l'économie mondiale est tout aussi aveugle, irrationnel, et "privé de sujet" que l'ancien système de l'économie nationale » (p. 54).

Sur cette base, on peut saisir le contenu donné à la notion de capitalisme d'État. Dans le capitalisme d'État, cette centralisation s'opérait sous le contrôle étatique : « tout était concentré [pendant la première guerre mondiale en Allemagne] entre les mains d'une organisation étatique du capital financier » (pp. 69-70) :

C'est ainsi que prend naissance un nouveau type de pouvoir d'État, le type classique de l'État impérialiste, qui repose sur des rapports de production capitalistes d'État. Dans ce type, l'« économique » fusionne avec la « politique » ; [...] l'État cesse d'être un simple protecteur du processus d'exploitation, et devient un exploitateur capitaliste collectif direct qui s'oppose ouvertement au prolétariat. (Boukharine, 1976, pp. 70-71)

D'où la conclusion :

Les rapports de production capitalistes d'État sont, logiquement et historiquement, la continuation des rapports capitalistes-financiers, dont ils constituent l'achèvement. (Boukharine, 1976, p. 71)

La coordination des activités sociales, beaucoup plus poussée que dans le capitalisme traditionnel, n'y était évidemment pas réalisée par les travailleurs eux-mêmes, mais par des capitalistes encore actifs et surtout des *cadres*. Toute la technique et toute l'organisation sociale de cette société étaient conçues de

manière à en préserver le caractère de classe. Il est illusoire de prétendre qu'il *suffisait* de transférer la propriété du capital et le contrôle des organes centralisés aux travailleurs, pour qu'ils prennent en charge eux-mêmes leur destin. Il fallait en modifier profondément les règles de fonctionnement.

Plusieurs facteurs se combinaient pour rendre très ardue cette prise de contrôle du système économique par les travailleurs. D'abord, le degré de sophistication des mécanismes déjà atteint interdisait une éducation progressive, par la pratique, des travailleurs à ces tâches ; en second lieu, les cadres ne se laissent pas déposséder facilement de leur pouvoir. La difficulté était donc à la fois technique et politique.

Ce qui aurait été plus facile qu'en Russie n'était pas l'instauration d'une société sans classes, mais la poursuite du processus de cadrification jusqu'au nouveau degré de développement permis par l'expropriation des capitalistes. Les forces poussant dans cette direction cadriste en Allemagne auraient été encore plus fortes, et non plus faibles qu'en Russie. Ce capito-cadrisme très avancé aurait peut-être empêché l'instauration d'un régime de type stalinien, et permis la transition vers un cadrisme efficient et démocratique, ce qui n'est pas une petite chose, mais il n'était pas l'antichambre de la société sans classes.

La thèse marxiste traditionnelle voyant dans le développement des forces productives et des rapports de production la base matérielle et sociale du passage au socialisme apparaît donc ambiguë. La complexification des processus de production et de coordination sociale dans le capitalisme, se fait selon les modalités de classes qu'on a décrites. Elle prépare un ordre social supérieur, mais biaisé dès ses premiers pas vers une société de classe. Ces problèmes étaient déjà présents dans l'œuvre de Marx qui voyait dans la séparation de la propriété et de la gestion le signe précurseur d'un collectivisme (encadré 4).

La voie que suivit la Russie ne pouvait qu'être différente : la NEP répondit aux nécessités du moment. Boukharine imagina alors une trajectoire progressive de constitution du secteur socialiste, dans laquelle ce secteur aurait dû faire graduellement la preuve de son efficacité face au secteur privé. Cela impliquait qu'un rôle important soit laissé à des processus décentralisés et au marché. Des critères de gestion étrangers à la maximisation du taux de profit devaient se généraliser, alors que la planification viendrait se substituer aux décisions décentralisées. En parallèle à ces transformations devait se dérouler la révolution culturelle, seule susceptible de remettre en question la relation entre cadres et encadrés. Ce projet reposait sur l'idée d'une alliance entre cadres et encadrés sous la conduite du parti. On aurait pu qualifier une telle trajectoire de *cadro-socialiste*.

4. Marx, les cadres et le post-capitalisme

Marx vit dans le développement des grandes sociétés et de la finance, lié à la séparation de la propriété et de la gestion, un signe précurseur du dépassement du capitalisme :

C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. (Marx, 1967b, p. 104)

Un peu plus bas, il précisa encore son analyse, faisant mention d'une transition vers une forme de *collectivisme* :

Ce système de crédit qui constitue la base principale de la transformation progressive des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions offre également le moyen d'une extension progressive des entreprises coopératives à une échelle plus ou moins nationale. Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions et, au même titre, les usines coopératives comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode collectiviste, avec cette différence que, dans les premières, la contradiction est résolue négativement et dans les secondes positivement. (Marx, 1967b, p. 106)

La manière dont Marx rendit compte de cette transformation laissait entièrement de côté la question du pouvoir dans ces grandes entreprises.

Le cadre-socialisme boukharinien et le cadrisme étatique autoritaire stalinien

Cette vision était peut-être irréaliste, ou en tous les cas incompatible avec les conditions économiques, sociales et politiques de la Russie. Quoi qu'il en soit, Boukharine fut éliminé par Staline, qui entraîna le pays dans une réforme brutale et vers ce que nous appelons un cadrisme étatique, centralisé et autoritaire. La question des causes de cette victoire est tout à fait intéressante, mais dépasse les ambitions de cette étude.

La discussion sur les tentatives de réforme qui firent suite à la déstalinisation, mit l'accent sur les tensions entre les cadres administratifs et politiques d'une part, et les spécialistes des entreprises ou des organes économiques d'autre part. Pourquoi les cadres spécialistes ne purent-ils pas mettre en œuvre des réformes garantissant l'efficacité du système ? Pourquoi la classe des cadres dans son ensemble ne put-elle pas se doter de sa démocratie et traiter sa relation avec le reste de la population selon l'une quelconque des modalités du très vaste éventail qu'illustre l'histoire des sociétés de classe ? Seule l'analyse de l'histoire économique, sociale et politique de l'URSS est susceptible d'apporter des réponses à ces questions. La problématique en est

claire : c'est la même que celle qui rend compte du dernier siècle de l'histoire du capitalisme. Elle se décline en termes de dialectique des forces productives et des rapports de production, de structure de classe et de relation de l'État à ces structures.

État prolétarien dégénéré ou capitalisme d'État ?

La nature du régime stalinien et de l'URSS en général a fait l'objet de nombreuses discussions. La question est posée par les marxistes sous la forme d'un dilemme : il faut choisir entre le capitalisme et le socialisme. Dans les deux cas, l'existence d'une couche ou classe dirigeante est reconnue, celle des cadres ou celle des bureaucrates. La bureaucratie est décrite comme une couche, substitut des travailleurs ; les cadres du capitalisme d'État forment une pseudo-bourgeoisie. Leur autonomie n'est reconnue que par les tenants des théories des sociétés managériales – parfois qualifiées de directoriales, de société des organisateurs (Burnham, 1969), des intellectuels (Konràd, Szelényi, 1979) ou de la « nouvelle classe » (Djilas, 1957) – auxquels nous nous rattachons, mais qui se réclament rarement du marxisme.

Nous ne suivons pas Trotski dans son analyse de la dégénérescence bureaucratique d'un régime prolétarien. Trotski vit dans la bureaucratie une couche, et non une *classe*. L'État demeurerait prolétarien. Une place prépondérante était conférée dans son analyse à la propriété collective des moyens de production. Pour que la bureaucratie devienne une classe, il était nécessaire que les bureaucrates s'emparent de la propriété des moyens de production⁷. Ni la relation entre cadres et encadrés dans l'entreprise, ni le rapport entre cadres administratifs et politiques d'une part, et spécialistes d'autre part, ne jouaient un rôle central dans son analyse.

Aux antipodes de cette conception, se situent les analyses qui voient dans l'URSS un capitalisme d'État. Il en existe de nombreuses variantes, notamment celle de Charles Bettelheim⁸. Alors que Lénine et Boukharine insistaient sur la sophistication des processus de coordination, la quasi-planification de l'économie allemande, la notion renvoie maintenant, à l'inverse, au caractère imparfait de la planification en URSS, laissant leur place à des mécanismes de marché⁹.

7. Ce qu'ils font d'ailleurs présentement.

8. C. Bettelheim caractérise l'URSS comme un *capitalisme de type particulier* que dirige une *bourgeoisie d'État* (Sweezy, Bettelheim, 1970 ; Bettelheim, 1974, 1977).

9. J. Sapir, par exemple, dans une contribution récente, enferme ce débat de la nature des rapports de production dans le dilemme usuel entre socialisme et capitalisme (Sapir, 1997). Son argument se développe comme s'il n'existait que deux types d'analyses, celles qui voient dans l'URSS un système planifié centralement, et celles qui, comme la sienne, laissent une place importante aux mécanismes de marché. Les premières voient dans l'URSS un socialisme ; les

Nous ne pensons pas qu'il soit possible de caractériser l'économie stalinienne ou celle des réformes comme un capitalisme d'État. Peut-on imaginer que sous la conduite de l'État, les mécanismes capitalistes aient été préservés, même dans un cadre institutionnel spécifique ? C'est une vision fort peu réaliste qui autonomise l'État par rapport aux classes. On l'a vu, dans le capito-cadriste à l'américaine, les objectifs de maximisation du taux de profit ne furent maintenus que par la pression sociale constante exercée par les propriétaires sur les cadres ; les frontières des pouvoirs furent constamment remises en question. De la même manière, au fur et à mesure de l'expropriation et du transfert des moyens de production aux cadres en Russie, ces derniers modifièrent fondamentalement les règles de fonctionnement du système. Comme la bureaucratie dominait, elle entraîna l'économie vers l'organisation autoritaire et centralisée qui seule permettait la perpétuation de sa prééminence.

Capitalisme et cadriste

Une discussion approfondie des différences fondamentales entre une société *capitaliste* et une société *cadriste* renvoie en fait aux concepts fondamentaux de marchandise, de monnaie et de capital. Elle est considérablement compliquée par la multiplicité des formes que peuvent revêtir ces deux types de sociétés, capitalistes et cadristes, et les processus d'hybridation multiples. La difficulté principale est qu'il n'a jamais existé de société cadriste pure et mature. La forme la plus avancée que nous en connaissions est celle qui se développa en URSS, considérablement *biaisée* par sa nature bureaucratique, étatique et autoritaire. Faute d'une référence historique non ambiguë, le modèle organisationnel des grandes entreprises capitalistes fournit une base de comparaison utile. Il illustre bien la signification d'une organisation hors marché, même s'il ne peut être transposé au plan social sans précautions. On se limitera ici à quelques remarques :

(1) L'opposition entre marché et plan est tout à fait réductrice. Il existe d'autres formes de coordination décentralisées que le marché, tant *ex ante* que *ex post*. Les mécanismes de marché sont une forme parmi d'autres, de processus *ex post* d'ajustements aux déséquilibres entre l'offre et la demande. Des ajustements *ex post* existent dans toutes les économies, et ne sont pas propres à une économie marchande ou capitaliste en général. L'organisation interne de l'entreprise combine la prévision et une multitude de signaux *ex post* sans que les produits atteignent le marché (par exemple, la coordination des productions entre diverses unités de production ou ateliers est soumise à de constants

secondes, un capitalisme qualifié d'État. On l'a dit, nous ne suivons ni les uns ni les autres, puisque nous privilégions l'émergence d'une nouvelle classe dominante distincte des capitalistes.

réajustements)¹⁰. Une économie cadriste tend à reproduire et systématiser une telle organisation extérieure au marché. Seul un projet fou en exclurait les ajustements *ex post*, y compris les multiples arrangements interindividuels. Que le marché ait encore joué un certain rôle en URSS constitue une autre discussion, ayant trait à l'immaturation des mécanismes cadristes dans ce pays.

(2) Une seconde différence importante entre une société capitaliste et une société cadriste a trait au rôle donné dans le capitalisme à la maximisation du taux de profit. Différents mécanismes y sont assurés par l'intermédiaire de cette maximisation, c'est-à-dire selon une modalité capitaliste. Un premier problème est celui de l'efficacité. Dans toute société il doit être fait un usage rationnel des machines, du travail et des ressources naturelles. Cette efficacité est, dans le mode de production capitaliste, un sous-produit de la maximisation du taux de profit, et de la contrainte de capital qui en est inséparable. Dans une société cadriste, comme à l'intérieur d'une entreprise, des tensions peuvent naître et déboucher sur des ajustements et sanctions, mais l'appréciation de la situation d'un certain service ou d'une unité de production dans une entreprise capitaliste, ou d'une certaine entreprise dans une économie cadriste, ne se fait pas par l'intermédiaire des marchés mais par les voies de l'information, de l'organisation et de l'autorité¹¹. En dehors de certaines formes d'efficacité, la maximisation du taux de profit dans les sociétés capitalistes assure la coordination des activités : elle gouverne l'allocation interbranche du capital. Enfin, à un niveau encore plus général, elle est l'ultime critère dans les choix techniques et le changement technique, et elle oriente le système productif, à très long terme, dans des directions déterminées. De même que, dans le

10. Il faut concevoir les ajustements *ex post*, notamment les ajustements de marché, en termes de réaction aux déséquilibres (Duménil, Lévy, 1996). Considérons en premier lieu la production. Dans une économie capitaliste, elle est décidée avant la vente. L'accumulation des stocks d'inventaires est la marque d'un déséquilibre, perçu *a posteriori*. Un fonctionnement efficace implique que la production soit diminuée en cas de difficulté de vendre (ou qu'une action soit entreprise pour augmenter les débouchés, ce qui demande du temps). Un second exemple est celui de l'investissement. Toujours dans le capitalisme, l'excès d'investissement dans une activité est perçu par la difficulté de vendre à un prix assurant un taux de profit suffisant. Des rétroactions sont constamment en œuvre pour freiner le flux d'investissement si de tels désajustements persistent. À ces rectifications s'oppose la prévision, qui permet d'en limiter la portée, sans toutefois les éliminer. De telles prévisions sont opérées par les entreprises et la finance, tant du point de vue de la décision de produire que d'investir. La perception du déséquilibre s'opère par rapport à la vente ou à la rentabilité, selon ce qu'il est convenu d'appeler des relations de marché, où s'articulent des mécanismes relatifs aux quantités et aux prix. Ces mécanismes de marché capitalistes cumulent plusieurs propriétés : ils sont décentralisés, ils fonctionnent *ex post*, les signaux prix et quantité du marché sont pris en compte. Ces trois propriétés sont alors combinées, mais elles ont, d'une manière générale, un large degré d'autonomie. On peut aussi concevoir des mécanismes centralisés *ex post* et des procédures décentralisées *ex ante*. Ces ajustements peuvent être internes à une organisation, comme la grande entreprise sans passer par le marché.

11. Janos Kornai insiste sur l'absence de contrainte de capital stricte (*soft budget constraint*) dans les pays socialistes (Kornai, 1980).

capitalisme, l'organisation de l'entreprise peut être directement soumise à un objectif (motivé indirectement par la recherche de la rentabilité), comme la maîtrise d'une technique ou la conquête d'un marché, une société cadriste définit des fonctions d'objectif spécifiques, comme l'armement ou le développement de certaines branches (l'industrie lourde, par exemple) qui se substituent à la maximisation du taux de profit¹².

(3) Une société de classe cadriste est le lieu d'une exploitation, de l'extorsion d'un surtravail. Déjà dans le capitalisme l'exploitation possède un caractère collectif, puisque la plus-value appropriée dans une activité peut être réalisée dans une autre. Dans le cadrisme ce caractère collectif est encore plus poussé. D'une part, la hiérarchie des rémunérations y est fixée centralement. D'autre part, le surtravail accaparé par les cadres revêt la forme d'un salaire et de divers avantages (individuels et collectifs) garantis, qui dépendent moins des performances que le profit dans l'entreprise. Notons sans entrer dans cette discussion, que surtravail ne signifie pas nécessairement survaleur.

(4) Enfin, on pourrait s'interroger sur les tendances historiques à l'œuvre dans des économies cadristes et sur leur capacité à maintenir la stabilité de l'activité et une croissance soutenue. Tout ce qui émane, dans le capitalisme, de la maximisation du taux de profit n'a pas de raison de se reproduire dans une société cadriste. Cela ne signifie pas cependant que les processus relatifs au changement technique ou à la répartition soient exempts de contradictions. Ces analyses restent à faire¹³.

Au total, les deux interprétations, celle de la dégénérescence bureaucratique et celle du capitalisme d'État rechignent à la même révision fondamentale de

12. L'État capitaliste peut, dans certaines circonstances, viser de tels objectifs, et il le fait d'ailleurs secondairement de manière permanente. Pour y parvenir, il peut se plier aux lois du marché ou les contourner, mais dans ce dernier cas il doit se substituer aux agents privés ou prévoir des mécanismes de compensation. Ces percées vers des logiques post-capitalistes dans une économie capitaliste, de même que de possibles survivances dans une économie cadriste, ne modifient pas la nature fondamentale des systèmes. L'exception délibérée confirme la pesanteur de la règle générale.

13. L'exemple de la baisse du taux de profit dans les économies capitalistes permet de suggérer quelques directions de recherche (G. Duménil, D. Lévy, 1996). À la base de cette tendance dans le capitalisme, on trouve la difficulté de mettre au point des techniques plus économes en travail sans entraîner un alourdissement excessif de l'avance en capital fixe. Tout mode de production avancé techniquement est *a priori* confronté à cette difficulté. Le capitalisme la résout difficilement, par épisode, d'où la formule *tendance* à la baisse du taux de profit. Nous avons émis l'hypothèse que seule une métamorphose des conditions du *changement* technique serait susceptible de surmonter cet obstacle au progrès (notamment en échappant aux critères de la rentabilité individuelle). Une société cadriste est organisée d'une manière qui lui permet d'affronter ces limitations de manière nouvelle, mais c'est un savoir-faire qu'elle doit acquérir (comme celui de la maîtrise de la croissance). Il s'agit là de la conquête d'une sorte d' *efficacité dynamique*, c'est-à-dire relative au changement, qui présuppose le contrôle des formes élémentaires de l'efficacité que le cadrisme bureaucratique de l'URSS n'a jamais obtenu. Les lois d'une telle formation sociale immature ou biaisée sont nécessairement spécifiques, même vis-à-vis du cadrisme.

l'analyse marxiste : que le mode de production capitaliste n'est pas nécessairement le dernier mode où subsistent des contradictions de classe. Est-ce la meilleure manière de faire front, face à l'échec historique de la construction d'une société sans classes ?

Bibliographie

- BETTELHEIM C. (1974), *Les luttes de classes en URSS. Première période 1917-1923*, Maspero/Seuil, Paris.
- BETTELHEIM C. (1977), *Les luttes de classes en URSS. Deuxième période 1923-1930*, Maspero/Seuil, Paris.
- BOUKHARINE N. (1976), *Économie de la période de transition. Théorie générale des processus de transformation (1920)*, Études et Documentation Internationales, Paris.
- BURNHAM J. (1969), *L'ère des organisateurs (1941)*, Calmann-Lévy, Paris.
- COUNCIL OF ECONOMIC ADVISERS (1946), *First Annual Report to the President*, Government Printing Office, Washington.
- DJILAS M. (1957), *La nouvelle classe dirigeante*, Plon, Paris.
- DOMHOFF G. W. (1990), *The Power Elite and the State. How Policy is Made in America*, Aldine de Gruyter, New York.
- DUMÉNIL G. (1975), *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. (1994), « The emergence and functions of managerial and clerical personnel in Marx's capital », in Garston N., 1994.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. (1996), *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, PUF, Paris.
- DUMÉNIL G., LÉVY D. (1997), « Pre-Keynesian themes at Brookings », in *Les Actes de la Conférence annuelle de la Société européenne pour l'histoire de la pensée économique*, Edward Elgar, Aldershot, England (à paraître).
- GALBRAITH J. K. (1969), *The New Industrial State*, Penguin Books, London.
- GARSTON N. ed. (1994), *Bureaucracy : Three Paradigms*, Kluwer Academic, Boston, Dordrecht, London.
- KONRAD G., SZELÉNYI I. (1979), *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, Seuil, Paris.
- KORNAI J. (1980), *Economics of Shortage*, North Holland, Amsterdam, New York, Oxford.
- LÉNINE V. (1976) « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises » (1918), *Œuvres*, tome 27, pp. 337-370, Éditions sociales, Paris.
- MARX K. (1967a), *Le Capital*, Livre I (1867), Éditions sociales, tome 2, Paris.

- MARX K. (1967b), *Le Capital*, Livre III (1894), Éditions sociales, tome 2, Paris.
- MARX K., Engels F. (1963), « Le manifeste communiste » (1848), *Œuvres, Économie I*, pp. 157-195, La Pléiade, Gallimard, Paris.
- MOTAMED-NEJAD ed. (1997), *URSS et Russie. Rupture historique et continuité économique*, PUF, Paris.
- SAPIR J. (1997), « Le débat sur la nature de l'URSS. Lecture rétrospective d'un débat qui ne fut pas sans conséquences », in Motamed-Nejad (ed.), 1997, pp. 81-115.
- SWEETZY P., BETTELHEIM C. (1970), *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, Paris.
- TROTSKI L. (1975), « Rapport au 12^e Congrès du PCbR » (1923), *La lutte antibureaucratique en URSS*, tome 1, pp. 25-77, Union générale d'édition, Paris.